

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure

N°31



**NOTE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE REGIONALE DANS
L'UEMOA**

Bénin
Burkina Faso
Côte d'ivoire
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

1^e trimestre 2016

Juin 2016

SIGLES ET ABREVIATIONS

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BRVM	: Bourse régionale des valeurs mobilières
CCP	: Centre des chèques postaux
CNE	: Caisse nationale d'épargne
CNPE	: Comité National de Politique Economique
FCFA	: Franc CFA
FED	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
IPI	: Indice de la Production Industrielle
INS	: Institut national de la Statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds	: Milliards
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNG	: Position nette du Gouvernement
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
16T1	: Premier trimestre 2016

Table des matières

Résumé	3
Introduction.....	4
1. Conjoncture internationale.....	4
1.1. Activité économique mondiale	4
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	5
1.3. Cours des matières premières.....	5
1.4. Taux d'intérêt.....	6
2. Conjoncture dans la zone UEMOA.....	7
2.1. Activité économique régionale	7
2.2. Inflation et compétitivité intérieure	9
2.3. Secteur extérieur	13
2.4. Finances publiques.....	18
2.5. Situation monétaire.....	21
2.5. Compétitivité de la monnaie.....	23
3. Principaux faits marquants	24
3.1. Environnement international	24
3.2. Pays de l'UEMOA	24
Conclusion.....	25

Résumé

Au plan mondial, une croissance de 3,1% a été réalisée en 2015 contre 3,4% en 2014, malgré une relative amélioration du niveau de l'activité économique dans les pays avancés. Cette décélération vient surtout de la baisse du rythme de l'activité dans les pays émergents, notamment en Chine. En 2016, la croissance est attendue à 3,2%.

En Afrique subsaharienne, en 2015, la croissance est de 3,4% contre 5,1% en 2014. La chute des cours du pétrole continue de gêner les pays exportateurs de pétrole qui tirent traditionnellement la croissance du continent. En 2016, les prévisions indiquent une croissance de 3,0%.

En 2015, l'activité économique de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine enregistre un taux de croissance de 7,0% contre 6,5% en 2014. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont affiché de bonnes performances. En 2016, une croissance de 7,1% est attendue.

Au premier trimestre 2016, la relative stabilité des prix de l'Union constatée en 2015 s'est poursuivie avec un taux d'inflation en baisse par rapport au trimestre précédent.

Introduction

La première note de conjoncture régionale pour l'année 2016 entre dans le cadre de l'activité d'analyse conjoncturelle au niveau de la zone UEMOA. Elle fait le point de la situation économique et financière de la sous-région au cours de la période sous revue et présente une brève perspective pour le deuxième trimestre de l'année 2016. Elle est structurée en trois parties :

- Conjoncture internationale ;
- Conjoncture dans la zone UEMOA ;
- Principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition d'avril 2016 des perspectives de l'économie mondiale du FMI, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de juin 2016. Les données nationales proviennent des INS, des CNPE et des Directions de la Prévision des Etats membres.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Selon le FMI, l'économie mondiale a atteint une croissance de 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014. Cette décélération vient surtout de la baisse du rythme de l'activité dans les pays émergents, notamment en Chine. Ceci survient malgré une relative amélioration du niveau de l'activité économique dans les pays avancés. En 2016, la croissance est attendue à 3,2%.

Suivant la même source, aux Etats-Unis, la croissance a été de 2,4% en 2015 soit le même taux qu'en 2014. Cette stagnation pourrait s'interpréter comme un résultat de l'assouplissement monétaire mené par la Réserve Fédérale en injectant des liquidités massives dans l'économie américaine. Cette tendance devrait se poursuivre en 2016 avec une croissance attendue de 2,4%.

En zone euro, la croissance économique se situe à 1,6% en 2015 contre 0,9% en 2014. Cette légère amélioration vient surtout de la timide reprise observée au niveau du rythme de l'activité économique dans la zone. Elle est essentiellement liée à la hausse des exportations vers les pays émergents. En 2016, une croissance de 1,5% est attendue.

Au Japon, l'activité économique a été marquée en 2015 par un nouvel épisode de croissance avec un taux de 0,5% contre 0,0% en 2014, malgré le service de la dette qui pèse lourd sur les finances publiques. Le pays parvient à financer les investissements indispensables à la croissance. En 2016, la croissance économique est projetée à 0,5%.

Quant à l'Afrique subsaharienne, au cours de l'année 2015, sa croissance a été de 3,4% contre 5,1% en 2014 en liaison avec la chute des cours du pétrole qui handicape les pays exportateurs. En 2016, les prévisions indiquent une croissance de 3,0%.

1.2. Inflation dans les principales régions du monde

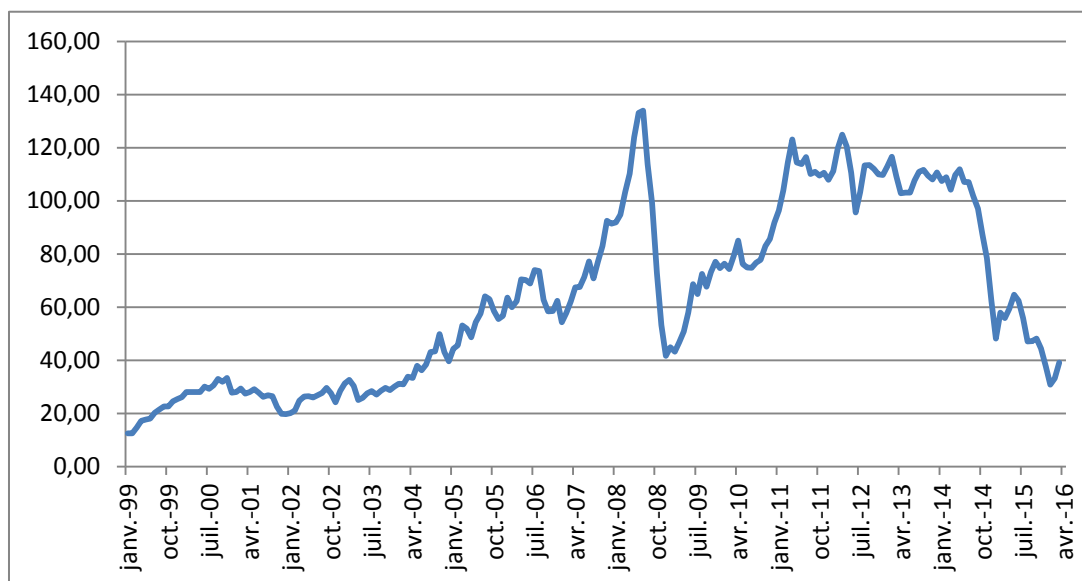
L'inflation se situe à 0,3% en 2015 contre 1,4% en 2014 dans les pays avancés. Cette situation pourrait être imputable au recul des cours des produits alimentaires. En 2016, le taux d'inflation est attendu à 0,7%, sous l'hypothèse de la reprise de la hausse des cours du pétrole.

Dans les pays en développement et émergents, l'inflation atteint 4,7% en 2015 soit le même taux qu'en 2014. Cette situation s'explique en partie par les mauvaises récoltes dans certaines régions dues aux conditions climatiques difficiles. En 2016, le taux d'inflation est prévu à 4,5%.

1.3. Cours des matières premières

Au premier trimestre 2016 comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole ont baissé de 20,7%. En glissement annuel, les cours du brut reculent de 36,2%. Cette baisse provient surtout de la poursuite d'une offre abondante en raison de la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis et au Canada. A cela s'ajoute le retour de l'Iran sur le marché.

Graphique 1: Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Les cours de l'once d'or ont augmenté de 6,9% au premier trimestre 2016, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt. Toutefois, en glissement annuel, les cours ont régressé de 3,1%. Cette situation s'explique surtout par le regain d'intérêt pour l'or comme valeur refuge face aux incertitudes économiques mondiales.

Le premier trimestre 2016 a été marqué par la baisse des cours du cacao de 9,7%, comparativement au quatrième trimestre 2015. Cette baisse s'explique par la diminution de la demande en liaison avec la dégradation de la qualité des fèves produites en Afrique de l'Ouest, première région productrice au monde. En glissement annuel, les cours du cacao augmentent de 2,1%.

Quant au café robusta, ses cours ont baissé de 7,8% entre le premier trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2015. En glissement annuel, les cours reculent de 22,2%.

Cette évolution des cours du café robusta s'explique par une demande en baisse, concomitamment avec une contraction de la production due à de mauvaises conditions climatiques.

Pour ce qui est du coton, au premier trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent, les cours baissent de 4,5%. En glissement annuel, les cours reculent de 2,6%. Le repli des cours du coton est provoqué essentiellement par l'embellie de la production des Etats-Unis et la baisse de la demande en provenance de Chine.

Tableau 01 : Cours des matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2015		2016	Variations en %	
		T1	T4	T1	16T1/ 15T4	16T1 15T1
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	53,9	43,4	34,4	-20,7	-36,2
Cacao	c / kg	292,0	330,0	298,0	-9,7	2,1
Café arabica	c / kg	389,0	331,0	331,0	0,0	-14,9
Café robusta	c / kg	212,0	179,0	165,0	-7,8	-22,2
Huile d'arachide	\$/tm	1 372,0	1 297,0	1 277,0	-1,5	-6,9
Huile de palme	\$/tm	684,0	569,0	631,0	10,9	-7,7
Huile de palmiste	\$/tm	1 048,0	830,0	1 032,0	24,3	-1,5
Maïs	\$ / tm	174,2	167,2	159,9	-4,4	-8,2
Riz brisé 5%	\$ / tm	416,7	355,7	379,0	6,6	-9,0
Sorgho	\$ / tm	237,4	176,3	173,9	-1,4	-26,7
Blé	\$ / tm	238,8	200,6	190,5	-5,0	-20,2
Banane	\$ / tm	920,0	88,0	91,0	3,4	-90,1
Farine poisson	\$ / tm	560,0	482,0	451,0	-6,4	-19,5
Sucre	c/kg	38,0	27,0	31,0	14,8	-18,4
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	726,0	827,1	780,0	-5,7	7,4
Coton (A Index)	c/kg	152,0	155,0	148,0	-4,5	-2,6
Phosphate roche	\$/ tm	115,0	122,8	116,0	-5,5	0,9
Or non monétaire	\$/ toz	1 219,0	1 105,0	1 181,0	6,9	-3,1

Source : PINKSHEET (Banque Mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois est de 0,5% en 2015 contre 0,3% en 2014 au niveau du LIBOR. En 2016, ce taux sera de 0,9%. Le taux des dépôts en euros à 3 mois est de 0,0% en 2015 contre 0,2% en 2014. En 2016, ce taux sera de -0,3%. Le taux des dépôts en yens à 6 mois est de 0,1% en 2015 contre 0,2% en 2014. En 2016, ce taux est prévu à 0,1%.

Dans le contexte de crise d'endettement que connaissent les pays avancés, les banques centrales maintiennent leurs taux directeurs à des niveaux bas, sauf aux Etats-Unis où la Réserve Fédérale a décidé de mettre fin à sa politique d'assouplissement monétaire en augmentant ses taux directeurs.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2015, l'activité économique de l'Union enregistre un taux de croissance de 7,0% contre 6,5% en 2014. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont enregistré de bonnes performances même si le taux de croissance reste en dessous de 5% dans quelques Etats membres. Une croissance de 7,1% est attendue en 2016.

Activité agricole

La campagne agricole 2014/2015 a été bonne dans presque tous les Etats grâce à une pluviométrie appréciable.

La hausse la plus importante de la production agricole a été notée au Mali, tandis que la hausse la plus faible a été enregistrée au Burkina.

Au Mali, la hausse provient surtout d'une augmentation de la production de coton.

Tableau 02 : Production agricole totale dans les pays de l'UEMOA

Pays	Production totale (en tonnes)		Variation relative de (2) par rapport à (1)
	campagne 2013/2014 (1)	campagne 2014/2015 (2)	en %
Bénin	9 091 523	12 374 407,2	36,1
Burkina Faso	7 060 236	6 731 908	4,7
Côte d'Ivoire	17 131 639,6	20 093 315,1	17,3
Mali	5 529 428	8 052 024	45,6
Niger	11 038 196	11 874 061	7,6
Sénégal	2 304 555	2 503 078	8,6
Togo	3 119 223	3 597 830	15,5

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle¹

Au quatrième trimestre 2015, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) pour l'ensemble de l'UEMOA (hors Bénin et Guinée Bissau) a progressé de 7,4% comparativement au trimestre précédent. Cette augmentation est essentiellement en liaison avec une hausse de 49,0% de la production des autres industries manufacturières et de 39,7% de celle des industries du papier et du carton. Dans le même temps, on note toutefois que la production des industries du textile et du cuir recule de 9,9% et celle des industries mécaniques baisse de 9,4%.

En glissement annuel, l'IHPI pour cet ensemble augmente de 2,3%. Cette évolution s'explique surtout par une hausse de 39,7% de la production des industries du papier et du carton au cours de cette période. Dans le même temps, la production des industries alimentaires a reculé de 16,2%.

Au niveau des pays, la hausse la plus forte a été notée au Niger (22,4%) et la moins forte au Burkina (5,1%).

¹ Cet indicateur régional n'est pas calculé au premier trimestre 2016 en raison de la non disponibilité de ces statistiques pour tous les Etats membres.

Tableau 03 : IPI dans l'UEMOA au deuxième trimestre 2015 (base 100 = 2011)

base 2011 = 100					Variations périodiques en %	
INDICES GLOBAUX / PAYS	PONDERATIONS	2014	2015		2015_T4 / 2015_T3	2015_T4 / 2014_T4
		T4	T3	T4		
BURKINA	1 143,3	111,0	110,3	115,9	5,1	4,4
COTE D'IVOIRE	4 774,8	174,3	168,0	199,0	18,5	14,2
MALI	1 152,4	91,0	78,4	67,3	-14,1	-26,0
NIGER	581,0	74,7	67,4	82,5	22,4	10,5
SENEGAL	1 942,1	93,2	86,4	98,7	14,1	5,9
TOGO	406,4	115,8	108,2	67,1	-38,0	-42,0
ENSEMBLE	10 000,0	134,0	127,6	137,1	7,4	2,3

Source : INS des Etats membres, Centre Statistique de la Commission

Activité dans le commerce et les services²

Au Bénin, l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services (ICA) a baissé de 11,0% au premier trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent. En glissement annuel, cet indice a enregistré une hausse de 1,4%. Cette situation provient essentiellement d'une diminution du chiffre d'affaires au niveau des banques et des assurances, de l'énergie et de la production d'électricité et de gaz.

En Côte d'Ivoire, au cours de la même période, l'ICA a augmenté de 5,2%. En glissement annuel, cet indice augmente de 13,8%. Cette hausse de l'ICA provient surtout de l'augmentation observée au niveau des articles d'ameublement, des montres, horloges et bijoux.

Au Sénégal, au premier trimestre 2016, comparativement au quatrième trimestre 2015, l'indice du chiffre d'affaires du commerce a baissé de 10,5%, tandis que celui des services a progressé de 9,0%. Ces deux évolutions seraient respectivement dues à la baisse du commerce de détail et à la hausse du chiffre d'affaires des services sanitaires.

Création d'entreprises

Au Bénin, 1724 entreprises ont été créées au premier trimestre 2016 contre 1917 au trimestre précédent.

Au premier trimestre de l'année 2016, 2760 entreprises ont été créées contre 2049 le trimestre précédent, au Mali. La grande majorité de ces entreprises (plus de 50%) sont des établissements de commerce.

Pour le Niger, 759 entreprises ont été créées au premier trimestre 2016 contre 751 un trimestre plus tôt. Dans ce total, 84% sont des entreprises individuelles.

Quant au Sénégal, 11060 entreprises ont été créées au premier trimestre 2016 contre 9411 au quatrième trimestre 2015. Dans ce total créé au premier trimestre, 82% sont des entreprises individuelles.

² Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal produisent à ce jour l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services.

2.2. Inflation et compétitivité intérieure

2.2.1 Evolution de l'inflation

Au cours du premier trimestre 2016, l'IHPC de l'Union a évolué à la baisse et, en conséquence, le taux d'inflation s'est établi à -1,3% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution du niveau général des prix s'explique notamment par les baisses enregistrées pour la plupart des principales fonctions de l'IHPC. En effet, les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées », « Transport », « Articles d'habillement et chaussures » et « Restaurants et Hôtels » ont affiché des baisses respectives de leur indice évaluées à 2,4%, 1,5%, 1,4% et 1,5%. Parmi les cinq fonctions les plus importantes, en termes de pondération, seule la fonction « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » affiche un indice en légère hausse de 0,2% sur la période.

En glissement annuel, le niveau général des prix de l'Union a enregistré une légère hausse de 0,4%, essentiellement due aux progressions relevées pour les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+2,2%) et « Transport » (+1,5%),

Tableau 01 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au premier trimestre 2016

FONCTION DE CONSOMMATION	Pondération	2015				2016	Variations (%)	
		T1	T2	T3	T4	T1	1T16 / 4T15	1T16 / 1T15
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	115,1	117,6	120,0	120,6	117,7	-2,4	2,2
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	106,5	107,5	107,6	106,9	108,8	1,8	2,2
Articles d'habillement et chaussures	936,4	109,1	108,8	108,8	108,8	107,2	-1,4	-1,7
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	109,3	109,2	109,4	109,7	109,8	0,2	0,5
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	109,5	109,0	109,2	109,4	109,2	-0,2	-0,3
Santé	360,6	103,4	102,7	103,8	103,0	103,5	0,5	0,0
Transport	1192,2	107,4	108,5	108,3	108,0	106,4	-1,5	-1,0
Communication	635,1	80,9	80,7	80,6	80,5	80,6	0,0	-0,3
Loisir et culture	283,2	101,6	102,0	102,6	102,5	102,2	-0,3	0,6
Enseignement	271,7	118,0	118,1	118,0	118,7	118,3	-0,3	0,2
Restaurant et hôtel	1010,4	118,4	118,6	118,7	118,8	117,0	-1,5	-1,2
Biens et services divers	446,7	108,5	108,7	108,7	108,4	107,7	-0,6	-0,7
Total	10000,0	109,7	110,6	111,4	111,6	110,1	-1,3	0,4

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Concernant la dynamique des prix dans les Etats membres, son analyse indique qu'en glissement annuel, l'IHPC s'est affiché à la hausse dans tous les Etats de l'Union, à l'exception notable du Mali où le taux d'inflation par rapport au premier trimestre 2015 est ressorti à -1,6%. Les hausses les plus importantes ont été relevées en Guinée-Bissau (+2,5%), au Sénégal (+1,4%) et au Togo (+1,4%). Par rapport au quatrième trimestre 2015, le taux d'inflation relevé (-1,3%) s'explique par

la baisse de l'IHPC enregistré dans la plupart des Etats membres de l'Union, sauf en Côte d'Ivoire et au Togo où la hausse de l'IHPC a, respectivement, été de 0,6% et 0,7%. En effet, tandis qu'une baisse assez marquée des prix a été observée au Mali (-4,0%), le Burkina Faso et le Niger ont tous deux affiché un taux d'inflation de -2,8%. En outre, le Sénégal, le Bénin et la Guinée-Bissau ont, quant à eux, affiché des taux d'inflation trimestriels respectifs de -2,5%, -1,2% et -1,2%.

L'analyse de la dynamique des prix au Bénin indique que la baisse de 1,2% relevée par rapport au quatrième trimestre 2015 s'explique principalement par le recul observé de l'IHPC pour les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-2,3%) et « Transport » (-3,4%), sur la période. En glissement annuel, l'évolution de l'IHPC a été marquée par une nette stabilité des prix résultant d'un effet de compensation entre la baisse de l'indice observée pour les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-0,9%), « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » (-0,6%) et l'évolution à la hausse de l'indice de la fonction « Transport » (+1,7%).

Au premier trimestre 2016, l'évolution du niveau général des prix au Burkina Faso indique qu'en variation trimestrielle, la diminution observée (-2,8%) résulte des baisses subies par les trois principales fonctions de l'IHPC, à savoir les composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-6,4%), « Transport » (-0,9%) et « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » (-1,2%). En revanche, la légère progression relevée en glissement annuel tient essentiellement à l'évolution contrastée de l'IHPC pour les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+1,1%) et « Transport » (-3,2%).

Tableau 02 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au premier trimestre 2016

PAYS	Pondération	2015				2016	Variations (%)	
		T1	T2	T3	T4	T1	1T16 / 4T15	1T16 / 1T15
BENIN	807,3	111,9	113,6	111,9	113,2	111,9	-1,2	0,0
BURKINA	849,0	106,2	108,2	109,3	109,3	106,3	-2,8	0,1
COTE D'IVOIRE	3 796,9	113,1	113,8	113,4	113,2	113,8	0,6	0,7
GUINEE-BISSAU	216,6	105,7	106,3	109,8	109,7	108,3	-1,2	2,5
MALI	740,0	111,9	113,6	117,0	114,7	110,2	-4,0	-1,6
NIGER	602,8	105,2	106,1	108,7	109,3	106,2	-2,8	0,9
SENEGAL	1 958,6	102,0	101,8	104,2	106,0	103,4	-2,5	1,4
TOGO	1 028,9	115,3	116,1	116,8	116,1	116,9	0,7	1,4
UEMOA	10 000,0	109,7	110,6	111,4	111,6	110,1	-1,3	0,4

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Concernant la Côte d'Ivoire, les données sur l'inflation au premier trimestre de l'année en cours montrent une légère évolution à la hausse de l'IHPC, aussi bien en variation trimestrielle (+0,6%) qu'en glissement annuel (+0,7%). Dans les deux cas, la hausse des prix a été tirée par la dynamique impulsée par les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » et « Restaurants et Hôtels » dont les prix ont respectivement augmenté de 2,7% et 0,4%, en variation trimestrielle, et de 3,6% et 0,6% en glissement annuel. Par ailleurs, il est à noter que la fonction « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » a affiché des prix en

hausse (+0,4%) en variation trimestrielle et une diminution (-0,5%) des prix en glissement annuel.

Au niveau de la Guinée-Bissau, l'analyse de l'évolution de l'IHPC permet de constater qu'en variation trimestrielle, la baisse de 1,2% de l'IHPC a été largement déterminée par l'évolution des prix des fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-3,1%) et « Articles d'habillement et chaussures » (-1,4%), malgré la hausse de 0,8% de l'indice associé au « Transport ». Il ressort de la même analyse qu'en glissement annuel, la dynamique de l'IHPC (+2,5%) a été largement portée par les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+4,4%) et « Transport » (+7,3%), bien que la baisse de 5,2% relevée pour les « Articles d'habillement et chaussures » ait quelque peu tempéré les fortes progressions des deux précédentes fonctions.

L'évolution des prix au Mali indique qu'au premier trimestre 2016, la forte baisse de l'IHPC observée en variation trimestrielle (-4,0%) s'explique, dans une large mesure, par le repli noté au niveau de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-6,6%), ainsi que par les baisses observées pour les composantes « Transport » (-2,8%) et « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » (-5,3%). S'agissant de l'évolution des prix, par rapport au premier trimestre de l'année précédente, elle résulte des baisses relativement importantes observées pour les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-3,1%) et « Transport » (-4,0%) qui n'ont été que partiellement compensées par la hausse des prix de la composante « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » (+2,4%).

Tableau 03: Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au premier trimestre 2016

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-1,3	-2,2	1,2	-2,8	-1,8	-4,4	-2,3	0,0	-1,0
Indice Energie	-0,4	0,0	-0,4	0,1	-2,9	-0,1	-1,7	-1,4	-1,0
Taux d'inflation sous-jacente	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,8	0,3	-0,1	0,2	0,0
produits locaux	-0,2	-0,9	0,2	-1,0	-1,2	-1,7	-0,6	-0,1	-0,3
Produits importés	-0,5	-0,1	-0,7	0,3	-1,1	-0,1	-0,4	0,5	-0,4
Produits du secteur primaire	-0,7	-1,6	1,2	-3,5	-2,0	-4,1	-1,3	0,2	-0,5
Produits du secteur secondaire	-0,5	-0,1	-0,4	-0,2	-1,6	0,1	-0,4	0,0	-0,4
Produits du secteur tertiaire	0,0	0,0	-0,1	0,1	-0,7	0,5	0,1	-0,1	0,0
Biens non durables	-0,6	-1,0	0,4	-0,8	-2,0	-2,2	-1,1	0,1	-0,6
Biens semi durables	0,0	0,0	-0,3	0,1	-1,4	-0,1	-0,3	0,6	-0,2
Biens durables	0,0	0,0	-0,2	-0,1	0,0	0,0	-0,2	-0,2	-0,1

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Au Niger, l'examen des données conjoncturelles au premier trimestre 2016 sur l'inflation indique que la baisse de 2,8% de l'IHPC en variation trimestrielle est principalement le fait de l'évolution des prix des produits alimentaires. En effet, la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » de l'IHPC a enregistré une baisse de 7,2%, par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, l'évolution de l'IHPC a été portée par la hausse des prix de la quasi-totalité des postes, à l'exception notable des fonctions « Articles d'habillement et chaussures » et « Biens et services divers ».

L'analyse de l'évolution des prix au Sénégal montre qu'au premier trimestre 2016, la baisse des prix observée dans le pays (-2,5%), par rapport au trimestre précédent, résulte, en premier lieu, de la forte baisse des prix des produits alimentaires (-6,1%) ainsi que du repli de l'IHPC relevé au niveau de ses deux autres principales fonctions, à savoir les postes « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » (-1,3%) et « Transport » (-1,3%). En comparaison avec le premier trimestre 2015, les données de l'inflation au Sénégal indiquent que la hausse des prix (+1,4%) est, encore une fois, essentiellement due à la hausse relativement importante de l'indice de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+4,3%).

Pour le Togo, l'examen de l'évolution de l'IHPC, au cours des trois premiers mois de l'année en cours, révèle que la légère hausse enregistrée en variation trimestrielle (+0,7) résulte essentiellement de l'évolution contrastée des prix des fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+2,5%) et « Transport » (-2,6%). Par rapport au premier trimestre de l'année 2015, la dynamique des prix a été portée par la hausse des prix de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » et, dans une moindre mesure, par celle observée au niveau du poste « Restaurants et Hôtels » (+1,4%). Sur la période, ces progressions ont, cependant, été modérées par la baisse de 2,7% des prix de la composante « Transport ».

Au niveau de l'Union, l'inflation sous-jacente a été de 0,0% au cours du premier trimestre 2016, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des prix, hors énergie et produits frais, s'explique par leur stabilité observée dans la plupart des économies de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (+0,0%) et au Sénégal (-0,1%).

S'agissant des sous-indices, celui relatif aux produits frais a enregistré une baisse de 1,0% au cours du premier trimestre 2016, particulièrement tiré par l'indice du mois de janvier qui s'est inscrit en baisse de 3,4%. De même, le sous-indice de l'énergie affiche une baisse de 1,0%, particulièrement expliquée par la baisse de 1,5% observée au mois de février 2016.

Enfin, à la fin du premier trimestre 2016, le taux d'inflation moyen annuel projeté pour la fin de l'année 2016 serait légèrement négatif et s'établirait à -0,3%.

2.2.2 Compétitivité intérieure

Au premier trimestre 2016, le degré d'internalisation pour l'ensemble de l'Union a été évalué à 53,7%. Dans la quasi-totalité des Etats membres, on observe que ce ratio est au-delà des 50% sauf en Côte d'Ivoire (43,3%).

Comparé au trimestre précédent, le degré d'internalisation est en baisse de 4,4 points de pourcentage sous l'effet conjugué d'une baisse importante des importations (-18,5%) et d'un léger repli des exportations (-2,6%). Il convient de noter que cette baisse du niveau des importations a été observée dans tous les Etats membres sauf au Niger.

Par rapport au 1er trimestre 2015, le degré d'internalisation de l'Union a connu une hausse de 4,5 points de pourcentage. La Guinée Bissau (-46%) affiche un recul très important.

Tableau 04: Degré d'internationalisation dans l'Union en %.

	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16	1T16/4T15	1T16/1T15
Bénin	83,73	69,47	87,31	91,21	89,23	-1,98	5,50
Burkina Faso	49,52	54,02	65,75	62,16	56,26	-6,05	6,39
Côte d'Ivoire	39,88	43,66	46,95	47,77	43,28	-4,49	3,40
Guinée Bissau	63,51	31,28	44,88	30,30	16,91	-13,39	-46,60
Mali	56,69	63,99	65,74	59,66	51,12	-8,54	-5,57
Niger	76,26	76,52	87,03	66,54	79,9	13,41	3,68
Sénégal	65,84	65,87	73,81	71,15	63,23	-7,92	-2,60
Togo	73,39	74,58	78,67	77,67	74,29	-3,38	0,89
UEMOA	51,22	55,00	63,91	58,13	53,76	-4,39	2,51

Source : INS des Etats

2.3 Secteur extérieur

Les exportations

Le premier trimestre de l'année 2016 a été marqué par une baisse de 2,6% des exportations en valeur de l'Union, comparativement au trimestre précédent, soit -89,9 mds F CFA. Ce recul des exportations est observable dans la plupart des Etats membres à l'exception du Burkina, du Mali et du Sénégal.

En glissement annuel, les exportations ont reculé de 10,5%, soit un repli de 397,4 mds FCFA pour l'ensemble de l'Union en liaison avec les mauvaises performances de la Côte d'Ivoire et du Bénin.

Tableau 05: Evolution trimestrielle des exportations en valeur (Milliards F CFA)

	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16
Bénin	433,77	62,18	131,98	52,91	37,40	28,51
Burkina Faso	310,48	388,63	376,98	221,68	300,29	383,94
Côte d'Ivoire	1 635,82	2 470,33	1 768,87	1 331,42	2 156,38	1 923,48
Guinée Bissau	0,97	11,45	60,45	30,16	51,48	50,03
Mali	259,09	326,96	263,31	305,85	359,73	437,92
Niger	142,61	87,80	90,39	77,44	144,81	96,03
Sénégal	327,30	360,38	373,64	293,08	344,93	391,12
Togo	60,93	74,96	71,55	88,54	80,12	74,25
UEMOA	3 170,97	3 782,68	3 137,18	2 401,06	3 475,14	3 385,29

Source : INS des Etats

En volume, les exportations ont connu une augmentation de 1,75% entre le dernier trimestre de l'année 2015 et le premier trimestre 2016. Cette performance est consécutive à la situation observée au Burkina Faso et au Mali. En effet, ces Etats ont tiré les exportations de la sous région sur la période.

En glissement annuel, les exportations sont marquées par une légère hausse de 0,8%, soit une augmentation de 38 618 tonnes.

Tableau 06: Evolution trimestrielle des exportations en volume (Tonnes)

	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16
Bénin	72 629	271 726	434 675	234 685	227 656	207 865
Burkina Faso	308 354	420 065	401 088	185 781	237 142	516 517
Côte d'Ivoire	2 131 085	2 329 290	2 661 391	1 802 548	2 386 499	2 253 582
Guinée Bissau	2 263	38 310	113 627	56 183	1 672	133
Mali	170 468	220 146	236 188	99 168	98 237	190 457
Niger	77 725	96 349	125 955	58 472	122 640	119 159
Sénégal	1 100 000	1 330 000	1 510 000	1 264 000	1 530 000	1 458 241
Togo	94 800	244 891	213 543	299 143	299 953	243 442
UEMOA	3 957 324	4 950 777	5 696 467	3 999 981	4 903 799	4 989 395

Source : INS des Etats

Les importations

L'Union présente une baisse de 18,5% de ses importations en valeur entre le dernier trimestre de 2015 et le premier trimestre 2016. Ce repli est observé dans tous les Etats, sauf au Niger où les importations ont enregistré une progression de 32,9%.

Toutefois, en glissement annuel, le repli affiché est moindre et se situe à 1%. Cette situation résulte de la hausse des importations au Burkina, au Mali, au Niger et au Togo, qui a pu compenser le repli observé en Côte d'Ivoire.

Tableau 7: Evolution trimestrielle des importations en valeur (Mds F CFA)

	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16
Bénin	522,33	320,06	300,27	364,13	388,05	236,16
Burkina Faso	414,55	386,61	445,36	438,07	496,51	493,81
Côte d'Ivoire	1 736,27	1 638,49	1 370,50	1 178,19	1 971,87	1 467,54
Guinée Bissau	29,41	19,93	27,52	24,56	22,38	10,18
Mali	521,25	428,00	468,00	587,00	532,00	458,00
Niger	303,44	282,08	294,58	519,42	287,92	382,74
Sénégal	838,94	694,48	721,25	826,00	850,79	672,71
Togo	241,07	206,78	209,88	326,48	278,73	214,54
UEMOA	4 607,26	3 976,42	3 837,35	4 263,86	4 828,24	3 935,66

Source : INS des Etats

En volume, les importations de l'Union ont, au cours du premier trimestre 2016, baissé de 8,6% par rapport à la période précédente, en liaison avec les fêtes de fin d'année.

Par rapport à la même période de l'année 2015, les importations affichent une hausse de 9,7%.

Tableau 8: Evolution trimestrielle des importations en volume (Tonnes)

	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16
Bénin	1 071 282	931 517	882 616	722 616	1 240 456	1 001 613
Burkina Faso	1 028 348	1 087 738	1 306 251	1 201 279	1 396 463	1 304 602
Côte d'Ivoire	2 905 495	3 304 763	3 062 007	2 511 586	3 770 103	3 608 461
Guinée Bissau	42 397	72 791	93 336	75 876	78 748	69 405
Mali	1 313 296	1 405 000	1 387 000	1 304 000	1 447 000	1 356 000
Niger	494 170	475 920	512 518	463 037	486 931	410 235
Sénégal	1 840 000	1 540 000	1 730 000	2 089 000	2 090 000	1 801 347
Togo	822 308	612 695	662 045	743 672	810 810	795 766
UEMOA	9 517 296	9 430 423	9 635 772	9 111 066	11 320 511	10 347 429

Source : INS des Etats

Le taux de couverture

Le premier trimestre de l'année 2016 présente comme le trimestre précédent, un déséquilibre du commerce extérieur de l'Union avec un taux de couverture de 86,02%. Les importations ne sont donc toujours pas entièrement financées par les exportations et la situation s'est détériorée par rapport à la même période un an plutôt.

Cette situation des échanges des Etats de l'Union au premier trimestre de l'année 2016 se traduit par un accroissement du taux de couverture de 14,04 points de pourcentage, comparativement au dernier trimestre 2015. La Côte d'Ivoire qui tire globalement l'Union affiche un taux de couverture de 131,1% au premier trimestre 2016, en progression de 21,7 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, le taux de couverture recule de 9,1 points de pourcentage.

Tableau 9: Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union(en %)

	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16
Bénin	83,05%	19,43%	43,95%	14,53%	9,64%	12,07%
Burkina Faso	74,90%	100,52%	84,65%	50,60%	60,48%	77,75%
Côte d'Ivoire	94,21%	150,77%	129,07%	113,01%	109,36%	131,07%
Guinée Bissau	3,30%	57,46%	219,70%	122,81%	230,03%	491,50%
Mali	49,71%	76,39%	56,26%	52,10%	67,62%	95,62%
Niger	47,00%	31,13%	30,69%	14,91%	50,30%	25,09%
Sénégal	39,01%	51,89%	51,80%	35,48%	40,54%	58,14%
Togo	25,28%	36,25%	34,09%	27,12%	28,74%	34,61%
UEMOA	68,83%	95,13%	81,75%	56,31%	71,98%	86,02%

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Le solde commercial

Le solde commercial dans l'UEMOA a affiché un déficit au cours des quatre trimestres de l'année 2015. Pour le premier trimestre de l'année 2016, Il présente une détérioration de -550,4 milliards FCFA. En comparaison avec le dernier trimestre de 2015, le solde commercial s'est amélioré de 802,7 mds FCFA. Cette amélioration du solde commercial s'explique par le niveau des échanges en Côte d'Ivoire.

Toutefois, en glissement annuel, le solde commercial affiche un repli de 356,6 mds FCFA.

Tableau 10: Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)

	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16
Bénin	-88,56	-257,88	-168,29	-311,22	-350,64	-207,65
Burkina Faso	-104,07	2,01	-68,38	-216,40	-196,22	-109,87
Côte d'Ivoire	-100,46	831,85	398,37	153,23	184,51	455,95
Guinée Bissau	-28,44	-8,48	32,94	5,60	29,10	39,85
Mali	-262,16	-101,04	-204,69	-281,15	-172,27	-20,08
Niger	-160,83	-194,28	-204,18	-441,99	-143,11	-286,71
Sénégal	-511,64	-334,10	-347,61	-532,92	-505,86	-281,58
Togo	-180,13	-131,82	-138,33	-237,95	-198,61	-140,29
UEMOA	-1 436,28	-193,74	-700,17	-1 862,79	-1 353,11	-550,37

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

2.3.2 Compétitivité extérieure

Les prix du commerce extérieur

Au premier trimestre 2016, les termes de l'échange se sont affichés à 0,86 contre 0,72 le trimestre précédent. En glissement annuel, les termes de l'échange sont passés de 0,95 au premier trimestre 2015 à 0,86.

Tableau 11: Evolution des termes de l'échange dans l'Union

	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16
Bénin	0,83	0,19	0,44	0,15	0,10	0,12
Burkina Faso	0,75	1,01	0,85	0,51	0,60	0,78
Côte d'Ivoire	0,94	1,51	1,29	1,13	1,09	1,31
Guinée Bissau	0,03	0,57	2,20	1,23	2,30	4,91
Mali	0,50	0,76	0,56	0,52	0,68	0,96
Niger	0,47	0,31	0,31	0,15	0,50	0,25
Sénégal	0,39	0,52	0,52	0,35	0,41	0,58
Togo	0,25	0,36	0,34	0,27	0,29	0,35
UEMOA	0,69	0,95	0,82	0,56	0,72	0,86

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Le degré d'externalisation

Les exportations ont représenté 46% des échanges extérieurs de l'Union au premier trimestre 2016. Le degré d'externalisation dans l'UEMOA au cours de ce trimestre s'est amélioré de 4 points de pourcentage comparativement au trimestre précédent.

En glissement annuel, le degré d'externalisation a connu une baisse de 3 points de pourcentage.

Tableau 12: Evolution du degré d'externalisation dans l'Union(%)

	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16
Bénin	45%	16%	31%	13%	9%	11%
Burkina Faso	43%	50%	46%	34%	38%	44%
Côte d'Ivoire	49%	60%	56%	53%	52%	57%
Guinée Bissau	3%	36%	69%	55%	70%	83%
Mali	33%	43%	36%	34%	40%	49%
Niger	32%	24%	23%	13%	33%	20%
Sénégal	28%	34%	34%	26%	29%	37%
Togo	20%	27%	25%	21%	22%	26%
UEMOA	41%	49%	45%	36%	42%	46%

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Le taux d'exportation

Au premier trimestre 2016, moins du quart (23,2%) de la richesse produite dans l'Union est exporté. Cette part des exportations dans la création de la richesse est estimée à 36,3% en Côte d'Ivoire et 30% en Guinée Bissau.

Pour l'ensemble de l'UEMOA, le taux d'exportation a reculé de 3,2 points de pourcentage entre le dernier trimestre 2015 et le premier trimestre de l'année en cours. En glissement annuel, le taux baisse de 5,6 points de pourcentage.

Tableau 13: Evolution trimestrielle du taux d'exportation dans l'Union en %

	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16
Bénin	40,17%	4,96%	10,53%	4,22%	2,98%	2,16%
Burkina Faso	20,05%	23,98%	23,06%	13,71%	17,95%	21,72%
Côte d'Ivoire	38,64%	52,43%	37,54%	28,26%	45,77%	36,26%
Guinée Bissau	0,65%	7,25%	38,30%	19,10%	32,61%	30,74%
Mali	17,50%	20,50%	16,51%	19,17%	22,55%	21,03%
Niger	14,12%	8,00%	8,24%	7,06%	13,20%	8,60%
Sénégal	16,91%	17,40%	18,04%	14,15%	16,65%	17,87%
Togo	10,77%	12,34%	11,78%	14,58%	13,19%	11,41%
UEMOA	26,42%	28,85%	23,90%	18,32%	26,40%	23,20%

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Le taux de pénétration

A la fin du premier trimestre 2016, environ 25,9% du marché intérieur de l'Union est couvert par les importations. Comparé au trimestre précédent, il présente une baisse de 7,3 points de pourcentage. En glissement annuel, la baisse se situe à 3,9 points de pourcentage.

Tableau 14: Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %

	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16
Bénin	44,70%	21,18%	21,12%	23,27%	24,19%	15,47%
Burkina Faso	25,08%	23,89%	26,15%	23,90%	26,57%	26,30%
Côte d'Ivoire	40,06%	42,23%	31,78%	25,85%	43,56%	30,27%
Guinée Bissau	16,59%	11,98%	22,03%	16,13%	17,38%	8,28%
Mali	29,91%	25,23%	26,00%	31,28%	30,10%	21,79%
Niger	25,92%	21,85%	22,64%	33,75%	23,22%	27,27%
Sénégal	34,28%	28,87%	29,82%	31,72%	33,01%	27,23%
Togo	32,33%	27,98%	28,15%	38,63%	34,58%	27,13%
UEMOA	34,28%	29,88%	27,75%	28,48%	33,26%	25,99%

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

2.4 Finances publiques

2.4.1 Recettes

A fin mars 2016, il ressort des données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union que les recettes totales ont évolué en hausse de 272,7 mds en glissement annuel, soit une progression relative de 14,2% sur la période (hors Bénin et Togo)³. Si cette évolution favorable des recettes totales s'explique dans une très large mesure par les performances de la Côte d'Ivoire où les recettes totales ont progressé de 192,0 mds (+24,4%) entre les premiers trimestres 2015 et 2016, elle provient aussi des hausses, certes plus modestes, relevées au Sénégal (+53,7 mds, soit +13,8%), au Burkina Faso (+24,7 mds, soit +10,0%) et au Mali (+24,7 mds, soit +7,9%). En revanche, sur la période, le Niger et la Guinée-Bissau affichent des baisses de recettes respectives de 20,9 mds (-12,5%) et 1,5 mds (-10,1%).

En termes de composition, l'analyse des données des trois premiers mois de 2016 indique que la hausse observée des recettes totales s'explique essentiellement par la progression de 223,4 mds (+13,4%) des recettes fiscales de l'Union. Cette évolution des recettes fiscales émane principalement de la hausse relativement importante des recettes observée en Côte d'Ivoire (+127,6 mds, soit +18,9%) et, dans une moindre mesure, des hausses relevées au Mali (+46,4 mds, soit 18,8%), au Sénégal (44,5 mds, soit +12,6%) et au Burkina Faso (+25,0 mds, soit +11,1%).

³ Les données du Bénin et du Togo sur les finances publiques au premier trimestre 2016 ne sont pas encore disponibles. En conséquence, les commentaires concernant l'Union ne tiennent pas compte des données de ces deux Etats membres de l'UEMOA.

De même, la baisse des recettes totales relevée au Niger s'explique dans sa presque totalité par le repli des recettes fiscales (-20,0 mds, soit -12,4%).

Tableau 158 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2016

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	-	271,5	978,1	13,8	336,7	146,8	444,0	-
	<i>191,2</i>	<i>246,9</i>	<i>786,1</i>	<i>15,3</i>	<i>311,9</i>	<i>167,7</i>	<i>390,3</i>	<i>120,2</i>
	-	10,0%	24,4%	-10,1%	7,9%	-12,5%	13,8%	-
Recettes Fiscales	-	249,2	804,6	10,4	294,0	141,4	397,0	-
	<i>173,5</i>	<i>224,2</i>	<i>677,0</i>	<i>10,5</i>	<i>247,5</i>	<i>161,4</i>	<i>352,5</i>	<i>110,2</i>
	-	11,1%	18,9%	-1,1%	18,8%	-12,4%	12,6%	-
Recettes non fiscales	-	22,3	116,0	3,3	3,1	4,3	4,0	-
	<i>17,7</i>	<i>22,6</i>	<i>109,1</i>	<i>4,8</i>	<i>4,6</i>	<i>4,7</i>	<i>5,5</i>	<i>10,0</i>
	-	-1,4%	6,2%	-29,9%	31,7%	-8,5%	-27,3%	-
Dépenses Totales	-	222,7	1030,4	18,5	337,1	247,9	543,0	-
	<i>143,3</i>	<i>275,4</i>	<i>1085,8</i>	<i>20,3</i>	<i>273,3</i>	<i>258,5</i>	<i>467,5</i>	<i>141,4</i>
	-	-19,1%	-5,1%	-8,9%	23,3%	-4,1%	16,1%	-
Dépenses Courantes	-	178,6	602,0	7,5	97,6	145,5	146,8	-
	<i>89,6</i>	<i>202,7</i>	<i>593,8</i>	<i>18,5</i>	<i>76,9</i>	<i>152,7</i>	<i>302,7</i>	<i>119,5</i>
	-	-11,9%	1,4%	-59,6%	26,9%	-4,7%	-51,5%	-
Dépenses en Capital	-	44,1	327,4	-	91,3	99,6	212,8	-
	<i>53,7</i>	<i>72,7</i>	<i>428,3</i>	<i>1,1</i>	<i>41,5</i>	<i>104,5</i>	<i>164,8</i>	<i>20,6</i>
	-	-39,3%	-23,6%	-	120,2%	-4,7%	29,1%	-
Solde Global	-	65,3	-52,3	-1,9	-0,4	-101,1	-17,8	-
	<i>-33,0</i>	<i>-8,9</i>	<i>-212,4</i>	<i>-5,0</i>	<i>38,6</i>	<i>-90,8</i>	<i>-30,9</i>	<i>-21,2</i>
	-	-835,7%	-75,4%	-62,1%	101,1%	11,3%	-42,4%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du premier trimestre 2016, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2015. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont affiché une très légère hausse de 1,7 mds, soit une progression relative de 1,1% entre les premiers trimestres 2015 et 2016. Cette évolution résulte de la hausse de 6,8 mds (+6,2%) des recettes non fiscales observée en Côte d'Ivoire, en glissement annuel, modérée par les baisses affichées par la plupart des Etats membres de l'Union.

2.4.2. Dépenses

Au cours du premier trimestre 2016, les dépenses publiques totales de l'Union se sont affichées en légère hausse de 18,8 mds (+0,8%) en glissement annuel. En effet, elles sont ressorties à 2 399,0 mds sur les trois premiers mois de l'année en cours, contre 2 380,8 mds lors du premier trimestre 2015. Cette dynamique résulte d'une évolution contrastée des dépenses publiques dans les Etats membres. Tandis que le Sénégal et le Mali ont enregistré des hausses respectives de leurs dépenses totales de 75,5 mds (+16,1%) et 63,8 mds (+23,3%), une bonne partie des Etats membres de l'Union a affiché une baisse des dépenses totales, notamment la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso où ces dernières ont respectivement diminué de 55,4 mds (-5,1%) et 52,7 mds (-19,1%).

Du point de vue de la composition des dépenses publiques, il apparaît qu'au premier trimestre 2016, les dépenses courantes sont ressorties en baisse de 169,3 mds en glissement annuel, soit une diminution relative de 12,6% par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Ce résultat est largement expliqué par la baisse importante des dépenses courantes au Sénégal qui s'établiraient à 146,8 mds au premier trimestre 2016 contre 302,7 mds au premier trimestre 2015, soit une baisse de 155,9 mds (-51,5%). Sur la période, les évolutions les plus remarquables dans les autres Etats membres de l'Union concernent la baisse de 24,1 mds (soit -11,9%) relevée au Burkina Faso et la hausse de 20,7 mds (26,9%) observée au Mali.

Concernant les dépenses en capital, les données conjoncturelles au premier trimestre 2016 montrent qu'elles ont reculé de près de 40,0 mds (environ 4,6%) par rapport au premier trimestre 2015. Toutefois, sur la période, il est à noter la baisse de 100,9 mds (-23,6%) des dépenses d'investissement en Côte d'Ivoire qui, au niveau de l'Union ont notamment, en partie, été compensées par les progressions de 49,9 mds (soit +120,2%) et 48 mds (soit +29,1%), respectivement observées au Mali et au Sénégal.

2.4.3. Solde budgétaire

L'exécution budgétaire à fin mars 2016 indique une tendance excédentaire du solde budgétaire de l'Union, notamment entraînée par l'amélioration des positions budgétaires globales de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso. En effet, tandis que dans la première économie de l'Union le solde global s'est amélioré de 160,1 mds (+75,4%) pour se situer à -52,3 mds à fin mars 2016, le solde global s'est amélioré de 74,2 mds au Burkina Faso, passant de -8,9 mds au premier trimestre 2015 à 65,3 mds au premier trimestre 2016. Dans le même temps, il est à noter que le Mali a enregistré une dégradation de sa position budgétaire globale de 39,1 mds (-101,1%).

2.5 Situation monétaire

2.5.1. Masse monétaire

Les données conjoncturelles du premier trimestre 2016⁴ indiquent que la masse monétaire de l'Union s'est inscrite en légère hausse de 139,2 mds, soit +0,5% en termes relatifs, par rapport au dernier trimestre de l'année 2015. Les disponibilités monétaires des institutions bancaires se sont, en effet établies (hors Togo) à 27 165,1 mds au premier trimestre de l'année en cours, contre 27 025,9 mds au trimestre précédent. Cette légère progression résulte essentiellement de l'évolution contrastée de la masse monétaire en Côte d'Ivoire et au Sénégal où cette dernière est, respectivement ressortie en hausse de 571,7 mds (+7,8%) et en baisse de 712,0 mds (-6,1%).

2.5.2. Avoirs extérieurs nets

Les disponibilités extérieures nettes de l'Union sont ressorties à 8 825,2 mds au premier trimestre de l'année en cours, contre 8 117,4 mds au cours du trimestre précédent, soit une progression de 707,8 mds (+4,8%) sur la période. Cette évolution des avoirs extérieurs nets s'explique principalement par la hausse de 720,9 mds (+39,5%) enregistrée en Côte d'Ivoire et, dans une moindre mesure, par la progression de 151,8 mds (14,4%) relevée au Bénin. L'évolution observée résulte cependant d'une situation contrastée au sein de l'Union, dans la mesure où les avoirs extérieurs nets ont, sur la même période, évolué à la baisse au Sénégal (-162,6 mds, soit -4,7%), au Mali (-49,1 mds, soit -9,2%) et au Niger (-47,1 mds, soit -8,1%).

Du point de vue des institutions bancaires, l'analyse des données conjoncturelles au premier trimestre 2016 montre que la dynamique observée est, pour l'essentiel, due à la progression relativement forte des avoirs extérieurs nets des banques commerciales qui sont ressortis à 3517,5 mds au premier trimestre 2016, contre 2983,2 mds au quatrième trimestre 2015, soit une hausse de 534,3 mds (+17,9%). Près des deux-tiers de cette hausse proviennent des banques commerciales ivoiriennes (+347,9 mds). Seul le Sénégal affiche un repli notable des disponibilités extérieures nettes de ses banques commerciales sur la période, avec une baisse de 37,5 mds (-4,6%).

⁴ Les commentaires concernant la situation monétaire de l'Union sont relatifs à la situation hors Togo. En effet, pour le Togo, seules les données des mois de janvier et février sont disponibles pour le premier trimestre 2016.

Tableau 19: Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2016

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	2124,9	2670,6	7874,3	0,9	2333,1	1187,7	10973,7	2620,6
	<i>2080,9</i>	<i>2563,2</i>	<i>7302,6</i>	<i>0,941</i>	<i>2237,1</i>	<i>1153,2</i>	<i>11113,1</i>	<i>2496,1</i>
	2,1%	4,1%	7,8%	-3,0%	4,3%	3,0%	-6,1%	-
Avoirs Extérieurs Nets	1205,5	745,9	2547,0	0,5	486,5	531,9	3307,9	707,3
	<i>1053,7</i>	<i>651,9</i>	<i>1826,1</i>	<i>0,588</i>	<i>535,6</i>	<i>579,0</i>	<i>3268,6</i>	<i>621,9</i>
	14,4%	14,4%	39,5%	-9,5%	-9,2%	-8,1%	-4,7%	-
BCEAO	303,3	-138,7	2080,2	0,5	116,5	410,9	2535,0	-
	<i>220,3</i>	<i>-144,3</i>	<i>1707,3</i>	<i>0,519</i>	<i>214,7</i>	<i>475,1</i>	<i>2532,0</i>	<i>-</i>
	37,6%	-3,8%	21,8%	-9,4%	-45,8%	-13,5%	-4,7%	-
Banques Commerciales	902,3	884,6	466,7	0,1	370,0	120,9	772,9	-
	<i>833,4</i>	<i>796,2</i>	<i>118,8</i>	<i>0,069</i>	<i>320,8</i>	<i>103,9</i>	<i>736,6</i>	<i>-</i>
	8,3%	11,1%	292,8%	-10,5%	15,3%	16,3%	-4,6%	-
Crédits à l'économie	1089,6	1883,4	4234,7	0,2	1693,0	660,6	7722,3	1742,6
	<i>1093,3</i>	<i>1897,5</i>	<i>5786,0</i>	<i>0,175</i>	<i>1747,5</i>	<i>649,1</i>	<i>7362,8</i>	<i>1769,5</i>
	-0,3%	-0,7%	-26,8%	11,0%	-3,1%	1,8%	-5,0%	-
Position Nette du Gouvernement	-78,5	184,8	1474,4	0,2	48,2	88,9	734,3	194,1
	<i>-86,7</i>	<i>178,8</i>	<i>1649,3</i>	<i>0,183</i>	<i>-55,2</i>	<i>40,9</i>	<i>600,9</i>	<i>200,5</i>
	-9,5%	2,0%	-10,6%	13,8%	187,3 %	117,2%	-0,9%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du premier trimestre 2016, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième trimestre 2015. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

Concernant la situation de la BCEAO, il ressort de l'analyse des données du premier trimestre 2016 que les disponibilités extérieures nettes de la Banque Centrale se sont aussi affichées en hausse, avec une progression trimestrielle de 173,5 mds (soit +3,4%). Encore une fois, cette progression résulte essentiellement des résultats enregistrés au niveau de la Côte d'Ivoire où les avoirs extérieurs nets se sont établis à 2 080,2 mds au premier trimestre de l'année en cours, contre 1 707,3 mds sur les trois mois précédents (soit, +372,9 mds ou +21,8%). Sur la même période, il est à relever cependant que les avoirs extérieurs nets de la BCEAO ont reculé au Sénégal (-125,5 mds, soit -4,7%), au Mali (-98,3 mds, soit -45,8%) et au Niger (-64,1 mds, soit -13,5%).

2.5.3. Crédits à l'économie

L'analyse de l'évolution des crédits à l'économie au premier trimestre 2016 indique un repli relativement important de 2 020,2 mds (soit -13,4%) par rapport au quatrième trimestre 2015. En effet, les crédits du secteur bancaire au secteur privé

sont ressortis à 17 283,7 mds pour les trois premiers mois de l'année 2016 contre 19 303,9 mds au cours du dernier trimestre 2015. Cette évolution s'explique par la baisse des crédits bancaires au secteur privé dans la plupart des Etats membres de l'Union (à l'exception du Niger et de la Guinée-Bissau) et, en particulier, en Côte d'Ivoire et au Sénégal où ces crédits se sont respectivement inscrits en baisse de 1 551,3 mds (soit, -26,8%) et 408,0 mds (soit, -5,0%).

2.5.4. Position nette du gouvernement

Au terme des trois premiers mois de l'année 2016, il ressort des données conjoncturelles sur la PNG que celle-ci s'est établie à 2 452,3 mds au premier trimestre 2016, contre 2 470,7 mds au trimestre précédent, soit une diminution de 18,4 mds (-4,8%). Les évolutions les plus remarquables concernent la baisse de 174,9 mds (-10,6%) relevée en Côte d'Ivoire et la hausse de 103,5 mds (-187,3%) observée au Mali où la PNG est passée d'une position créditrice de 55,2 mds à une position débitrice de 48,2 mds entre le quatrième trimestre 2015 et le premier trimestre 2016.

2.5 Compétitivité de la monnaie

En 2015, comparativement à 2014, le taux de change effectif réel (TCER) dans la zone UEMOA s'est déprécié de 5,6% selon les perspectives économiques régionales du FMI de mai 2016. Cette baisse du taux de change effectif réel a été observée dans tous les pays, particulièrement au Bénin et au Togo où elle a respectivement été de 10,9% et 8,8%. L'évolution la moins importante a été enregistrée au Mali (-3,2%).

Cette dépréciation du TCER pourrait s'expliquer par la réorientation du commerce extérieur des pays de l'Union. En effet, ces derniers se tournent désormais vers les fournisseurs à bas coût d'Asie, notamment la Chine, Taïwan, la Corée et la Malaisie.

2.6 Activité de la BRVM

Au premier trimestre 2016, la BRVM se caractérise par une progression de l'ensemble de ses indicateurs par rapport à la même période de 2015. En effet, l'indice BRVM 10 et l'indice BRVM composite enregistrent des hausses respectives de 4,3% et de 19,8% pendant que la capitalisation boursière augmente de 22,9%.

Concernant la capitalisation boursière composite, elle se situe à 9 561,6 milliards, en accroissement de 22,9%. Cette évolution favorable est attribuable à la bonne performance enregistrée à la fois sur le marché des actions (+19,8%) et sur celui des obligations (+38,5%).

Quant aux transactions sur les titres, en moyenne sur la période, le volume des échanges et la valeur induite sont fortement en hausse. Le nombre de titres échangés se situe à 7 968 677 pour une valeur de 38,5 milliards de FCFA.

3. Principaux faits marquants

3.1 Environnement international

Mars 2016 - Les ministres du Pétrole des pays membres de l'Opep réunis à Vienne ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un plafonnement de la production mais l'Arabie saoudite a promis de ne pas inonder un marché déjà saturé.

La proposition de Ryad et de ses alliés du Golfe de fixer un nouveau plafond global de production afin de soutenir les prix avait peu de chances d'aboutir en raison de l'opposition de l'Iran, qui entend reprendre sa place sur le marché mondial après la levée de sanctions occidentales à son encontre.

Février 2016 - L'aversion au risque profite à la valeur refuge qu'est l'or. Non seulement l'or est réputé pour ses qualités de valeur refuge et son insensibilité relative aux facteurs économiques, mais en raison de son rendement actuellement presque nul, il se trouve favorisé par la diminution de la rémunération offerte par les autres produits.

Le contexte de taux bas est d'autant plus favorable à l'or que le comité de politique monétaire de la Réserve fédérale ne devrait, de l'avis général, pas déboucher sur un nouveau resserrement monétaire. En effet, le rapport sur l'emploi décevant de ce mois plaide pour une politique modérée de la part de la banque centrale américaine.

Janvier 2016 : L'Arabie saoudite se donne 15 ans pour ne plus être dépendante du pétrole. En effet, des responsables saoudiens ont mis au point un plan détaillé pour diversifier l'économie du royaume. Ils la jugent trop dépendante du pétrole, et ont soumis ce plan à l'approbation du gouvernement.

3.2 Pays de l'UEMOA

Février 2016 – En Côte d'Ivoire, la dernière phase de l'extension de la centrale à gaz, CIPREL, a été inaugurée par le Président de la République. Elle est destinée à accroître la production d'électricité du pays.

Janvier 2016 - Dans le cadre du financement du foncier rural, l'UE vient de décaisser, au profit de la Côte d'Ivoire, 26 milliards de FCFA qui permettront d'accélérer la délivrance des certificats.

Janvier 2016 – Au Togo, un projet de construction de logements sociaux a été lancé par le Ministre de l'Economie et des Finances. La construction devra s'étendre sur 12,5 ha .

Conclusion

Sur la base de la plupart des indicateurs analysés, la conjoncture au premier trimestre 2016 dans la zone UEMOA est contrastée. Dans ces conditions, si cette tendance ne s'inverse pas au cours des prochains trimestres, l'année 2016 pourrait difficilement enregistrer les résultats attendus.

Selon les prévisions des cours des matières premières de la Banque Mondiale, on peut s'attendre à un deuxième trimestre 2016 relativement positif, en liaison avec la reprise de la demande de matières premières dans les principales économies avancées.